

**BENGHEBRIT-PARTENAIRES SOCIAUX**

# Une nouvelle rencontre dimanche prochain

**Une nouvelle rencontre est prévue dimanche prochain entre la ministre de l'Education nationale et les partenaires sociaux. Les syndicats comptent profiter de ce rendez-vous qui sera consacré à l'évaluation des épreuves partielles du bac pour exiger de rendre publics les résultats de l'enquête sur la fuite des sujets du bac.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La rencontre ayant regroupé dimanche passé la ministre de l'Education et les partenaires sociaux n'était finalement que protocolaire. Nouria Benghebrit a tenu à remercier les syndicats autonomes et les associations des parents d'élèves de son secteur d'avoir participé au bon déroulement des épreuves partielles du bac. Cependant, un deuxième rendez-vous a été fixé entre les deux parties pour le dimanche 3 juillet.

Lors de cette table ronde, la ministre et le partenaire social vont procéder principalement à l'évaluation du déroulement des épreuves partielles du bac. «Nous allons faire

une évaluation technique et pédagogique des résultats des épreuves du bac, discuter des défaillances et faire des propositions», a indiqué Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest. Cependant, selon ce dernier, la question pertinente, ce sont les résultats de l'enquête sur la fuite des sujets au bac.

Les partenaires sociaux exigent à ce que ces résultats soient rendus publics et les véritables personnes derrière cette fuite soient désignées. «Nous ne voulons pas que les résultats de l'enquête restent dans les tiroirs, nous demandons à ce que la commission de l'enquête rende publics les résultats et nous dire qui sont les véritables comman-



Nouria Benghebrit, ministre de l'Education.

Photo : NewPress

ditaires», a indiqué ce syndicaliste. Les partenaires sociaux comptent faire leur demande dimanche prochain à la ministre de l'Education. «La question ne relève pas de la ministre mais elle est notre interlocutrice», a indiqué Meziane Meriane.

Jusqu'à présent, la seule information rendue publique sur cette

affaire, c'est la mise sous mandat de dépôt de quatre personnes travaillant au sein de l'office national des examens et concours (Onec) dont le directeur général arrêté pour négligence. Ces présumés coupables seront poursuivis pour abus de fonction et violation de secrets. Selon le procureur de la République

près le tribunal de Sidi M'hamed qui s'est déjà exprimé sur le sujet, les expertises techniques menées sur les équipements saisis (un ordinateur portable, un appareil photo, deux disques durs externes dont un d'une capacité de 500 Go), ont montré que les mis en cause ont enfreint le règlement interne qui interdit à ces membres d'être en possession de ces appareils.

Pour rappel, l'enquête sur la fuite des sujets du bac a été confiée à la section de recherches de la Gendarmerie nationale d'Alger en coordination avec le Centre de prévention et de lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité, les spécialistes en cybercriminalité de la Gendarmerie nationale de Bir-Mourad-Raïs, et les experts de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui et de l'organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux TIC.

S. A.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS**

## Les résultats des épreuves écrites disponibles depuis hier soir sur le site de l'Onec

**Les résultats du concours de recrutement de plus de 28 000 enseignants sont disponibles depuis hier soir, 22h, sur le site de l'Onec. Les candidats ayant réussi l'écrit peuvent postuler au concours oral les 2 et 3 juillet prochain.**

Différés à deux reprises en raison des épreuves partielles du bac, les résultats écrits du concours de recrutement des enseignants sont enfin annoncés.

Les postulants ayant obtenu une moyenne supérieure à 10, peuvent

retirer leur convocation pour passer l'oral. Les résultats définitifs seront annoncés le 7 juillet. Un classement sera effectué pour choisir les 28 000 candidats qui seront recrutés pour la rentrée 2016-2017.

La ministre de l'Education nationale a répété à plusieurs reprises que son secteur veut recruter «les meilleurs». C'est pourquoi, quand les enseignants contractuels ont protesté pour demander une intégration sans condition, la ministre a exclu l'hypothèse.

Le niet de Nouria Benghebrit a fini par l'emporter. En contre-partie, elle leur a promis la prise en compte de la

note de l'expérience professionnelle. Après une marche de Béjaïa vers la capitale, bloquée à Boudouaou, les enseignants contractuels qui ont menacé de boycotter le concours, ont fini par rebrousser chemin et passer le concours.

Au total, près d'un million de candidats ont postulé pour seulement 28 000 postes.

S. A.

**DROGUES**

## De plus en plus de jeunes pris au piège de la toxicomanie

**La consommation de drogue est la nouvelle tendance que cultivent les jeunes et les moins jeunes aujourd'hui. Les chiffres sont alarmants et ils ne sont que la partie apparente de ce drame social.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Si ce fléau touchait davantage les adultes auparavant, il s'attaque de plus en plus aux catégories jeunes ces dernières années. Et tenez-vous bien, les drogues s'immiscent même au sein des collèges et des écoles primaires.

Officiellement, la toxicomanie concerne plus de 900 000 personnes. Evidemment, ce sont seulement celles qui ont pu avouer leur accoutumance

qui ont été recensées. Le reste échappe aux statistiques. Mais le constat est tout de même bien révélateur : les jeunes sont principalement les plus affectés par ce phénomène. Le professeur Mohamed Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), a révélé que parmi les 900 000 toxicomanes enregistrés, plus de 73% ne dépassent pas les 30 ans. Concrètement, 15%

d'entre eux sont des collégiens, 27% des lycéens et 31% des universitaires, a-t-il précisé.

Mais quelle solution pour ce fléau de destruction massive ? Le professeur a notifié que le recours à la médicalisation intensive en aval n'a pas généré les résultats escomptés. «Le plus judicieux» est une sensibilisation efficace et continue, surtout en amont puisqu'on est jamais assez vigilant. Il y a lieu d'insister aussi sur l'importance d'incorporer «un suivi psychologique» à la prise en charge médicalisée des toxicomanes. Ce qui ne se fait malheureusement pas aujourd'hui, a regretté le président de la Forem.

En effet, il y a bien eu création de 185 cellules d'écoute et de sensibilisation sur les effets destructifs liés à la consommation des différentes drogues et spécialisation de 15 hôpitaux pour le traitement des toxicomanes qui mobilisent à leur profit 53 centres intermédiaires de soins. Or, cela n'aboutit pas réellement à grand-chose puisque les personnes concernées sont très réticentes à se confier à ces organismes publics. C'est pourquoi le professeur appelle à la mise en place de «centres anonymes» régents par des collectifs associatifs et soutenus par les pouvoirs publics. Ceci, afin que les toxicomanes, jeunes surtout, soient plus enclins à s'y présenter et livrer leur besoin d'aide quant à leur problème d'accoutumance.

Cependant, face à ce manque de dispositifs de prise en charge, les facteurs drainant la toxicomanie en Algérie se prolifèrent. Il y a non seulement les frontières ouest qui approvisionnent de manière effrénée nos jeunes en substances psycho-actives, kif et cannabis mais aussi la peine d'emprisonnement qui s'applique aux toxicomanes. D'ailleurs, 40% des personnes internées le sont en raison de la consommation de drogue. A défaut de leur administrer un suivi psychologique, ils subissent un traitement semblable à celui des autres détenus. «Une école de crime» qui transforme certainement ces simples toxicomanes en criminels potentiels.

N. B.

**TAYEB LOUH L'A RÉVÉLÉ HIER**

## Trois des assassins du ressortissant français Gourdel abattus récemment à Médéa

**Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Tayeb Louh, a annoncé hier à Alger que trois terroristes abattus récemment dans la wilaya de Médéa ont été identifiés comme étant membres du groupe terroriste qui a assassiné le ressortissant français Hervé Gourdel après son enlèvement dans la région d'Aït-Ouabane, dans la wilaya de Tizi Ouzou, en 2014.**

«Trois des terroristes abattus récemment par les éléments de l'Armée natio-

nale populaire (ANP) dans la wilaya de Médéa ont été identifiés. Ils faisaient l'ob-

jet d'un mandat d'arrêt international dans le cadre de l'affaire du ressortissant français», a précisé M. Louh dans une déclaration à la presse en marge d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale.

«Ces trois terroristes s'ajoutent à d'autres éléments abattus et identifiés», a-t-il poursuivi.

Les trois terroristes sont

Serradj Mohamed, Herdafi Mahieddine et Rabie Ayachi, a précisé le garde des Sceaux, soulignant que «l'enquête est toujours en cours et l'identification des autres membres du groupe terroriste se poursuit».

Le ressortissant français a été assassiné par un groupe terroriste après son enlèvement le 21 septembre 2014.

APS

## Décès de la militante anticolonialiste Aline Moussaoui

L'ancienne membre du réseau Francis Jeanson, réseau de soutien en France à la Révolution algérienne, appelé aussi «Les porteurs de valises», Aline Moussaoui, s'est éteinte, dimanche à Paris, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches.

La veuve de Mahieddine Moussaoui, ancien cadre du ministère de l'Information du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), détenu à l'époque par M'hamed Yazid, et membre fondateur de l'Agence de presse algérienne (APS), en décembre 1961, avait également travaillé au profit du Front de libération nationale (FLN) au sein de la Radio tunisienne, en animant des tranches horaires dédiées au combat des Algériens pour l'indépendance.

Née Bouveret, Aline s'était liée à Mahieddine Moussaoui, après son installation en Tunisie, suite au démantèlement du réseau Jeanson en France et sa séparation de son premier mari, le comédien, réalisateur et écrivain français anticolonialiste, Jacques Charby, décédé le 1<sup>er</sup> janvier 2006 à Paris, avec lequel elle avait rejoint le réseau Jeanson, quelques temps après sa sortie de prison en France.

Très active au sein du réseau Jeanson d'aide au FLN, à partir de 1957, elle fut arrêtée et emprisonnée à la Roquette (Paris), en 1960.

Réfugiée à Tunis, elle avait connu Mahieddine Moussaoui au ministère de l'Information. Elle a eu deux garçons de son mariage avec le défunt Moussaoui.

APS